

Burundi: Inauguration en grande pompe de 704 "écoles communautaires"

PANA, 26/07/2009 Bujumbura, Burundi - Quelques 704 écoles primaires et secondaires ont été construites entre 2008 et 2009 à travers tout le pays par la population, dans le cadre d'une nouvelle politique nationale de "travaux communautaires obligatoires" du week-end, a annoncé, samedi, le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, à l'inauguration officielle de ces précieuses infrastructures scolaires. Tous les membres du gouvernement, ceux du Parlement ainsi que d'autres hauts cadres de l'Etat ont pris littéralement d'assaut, samedi, l'intérieur du pays pour inaugurer en grande pompe ces centaines d'infrastructures scolaires d'un genre nouveau au Burundi.

Dans le détail, les écoles secondaires construites dans ce cadre s'élèvent à 204, contre 500 au niveau du primaire. Le gouvernement chinois, les sociétés privées de la téléphonie mobile, les opérateurs économiques locaux, les banques, la place, mais aussi le parti présidentiel ont été cités en exemple par le chef de l'Etat parmi les principaux contributeurs financiers au programme de multiplication des écoles à travers tout le pays. Les contributions de ces donateurs bénévoles se sont élevées à quelque 5,5 milliards de Francs burundais (près de 5,5 millions de dollars US), a révélé la même source. Le gouvernement a, lui aussi, mis la main à la poche pour décaisser un montant de 1,2 milliard de Francs burundais (environ 1,2 million de dollars US), a-t-il encore fait savoir. La contribution en main-d'œuvre et matériels de la population se chiffrerait à l'équivalent de 15 milliards de Francs burundais (près de 15 millions de dollars US). "La multiplication des infrastructures scolaires vise à accompagner la salutaire mesure de la gratuité de l'enseignement de base", a-t-il rappelé. La mesure du nouveau régime, en vigueur depuis l'année 2006, aurait permis une augmentation exponentielle des effectifs au niveau de chaque classe. Les effectifs scolaires du primaire se seraient accrus depuis de près de 114% pour les filles et 76% pour les garçons, a encore fait savoir le président burundais. L'investissement du gouvernement, cependant, est entaché par un débat politique entre l'opposition qui y a vu une "manœuvre électorale" et des consultations populaires de l'État prochain et le pouvoir qui n'aurait plutôt d'autres soucis que de faire aboutir la politique d'éducation pour tous. A ce propos, le président Nkurunziza a devancé les "critiques partisans" en signifiant clairement qu'à sa connaissance, "nous n'avons jamais entendu quelqu'un se plaindre que son enfant n'a pas allé à l'école parce que ses parents n'avaient pas une carte de membre du parti au pouvoir, ou bien une mère qui n'a pas pu se rendre à la maternité parce qu'elle se reprochait son appartenance politique". On rappelle que la maternité gratuite est une autre politique-phare qui vaut une certaine popularité au nouveau régime, surtout dans l'opinion de petites gens.